

Mercredi 26 juin 2013
Communiqué de presse

Germinal Peiro, Secrétaire national à l'agriculture

Accord européen sur la PAC : une victoire pour une agriculture plus juste et plus écologique

Le Parti socialiste salue le mandat qui vient d'être accordé par le Conseil des ministres européens à la Présidence irlandaise pour les dernières négociations sur la PAC 2014-2020. Il ouvre la voie à une PAC respectueuse des agriculteurs et de l'environnement, et qui encadre les marchés.

Après la victoire obtenue en février 2013 au Conseil européen par le Président de la République François Hollande, qui a conduit au maintien du budget de la PAC, ce mandat constitue une avancée majeure.

Il donne la priorité aux petites et moyennes exploitations, où se trouvent davantage d'emplois, en conjuguant plusieurs outils qui visent une redistribution plus équitable des aides : majoration des aides directes sur les premiers hectares, transparence pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), taux renforcé pour les aides couplées, c'est-à-dire les aides directement liées à la production agricole de l'année.

Les Etats pourront également consacrer entre 8% et 13% des aides directes à certaines productions en difficulté, comme l'élevage.

Le Parti socialiste se félicite de l'obtention par le ministre de l'agriculture d'un paiement complémentaire pour les jeunes agriculteurs, qui vient compléter les mesures existantes au soutien de l'installation des jeunes agriculteurs.

La seconde priorité est donnée à une agriculture qui allie efficacité économique et respect de l'environnement. La décision de lier 30% des aides au respect de critères écologiques comme les décisions prises en vue d'harmoniser et d'assouplir l'application de ces critères, constituent de grandes victoires.

Enfin, après dix ans de laisser-faire aux effets désastreux, le mandat ouvre la voie à la réintégration d'outils de régulation des marchés, en particulier sur les droits de plantation viticole et les quotas sucriers.

Le Parti socialiste se réjouit de ce mandat qui confirme le modèle agricole porté par le gouvernement : un modèle qui permet aux agriculteurs européens de vivre dignement et de faire face aux défis auxquels ils sont confrontés, notamment la survie de leur activité dans la mondialisation et la conversion de leur exploitation vers une agriculture durable.